

**RAPPORT N° 2022/2-37
au Bureau de la Communauté
en séance du Vendredi 08 Avril 2022**

OBJET

MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS PERMANENTS

I- MISE A JOUR DES GRADES

I.I SUITE A LA PROMOTION INTERNE

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Afin de prendre en compte les promotions internes des agents de la collectivité, et conformément aux arrêtés du CDG de la Réunion fixant la liste d'aptitude au titre de la promotion interne 2021 pour les cadres d'emploi et grades concernés, il vous est proposé de créer :

- 9 postes d'agents de maîtrise, filière technique, catégorie C – Temps complet
- 1 poste de rédacteur territorial, filière administrative, catégorie B – Temps complet
- 2 postes d'attaché territorial, filière administrative, catégorie A – Temps complet

I.II SUITE A LA REUSSITE AUX CONCOURS

Afin de prendre en compte la réussite aux concours de nos agents contractuels et titulaires, il vous est proposé de créer :

- 2 postes d'attaché territorial, filière administrative, catégorie A – Temps complet
- 3 postes d'ingénieur territorial, filière technique, catégorie A – Temps complet
- 3 postes de technicien principal territorial de 2^{ème} classe, filière technique, catégorie B – Temps complet
- 3 postes de technicien territorial, filière technique, catégorie B – Temps complet

I.III SUITE A L'ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Par ailleurs, il convient de soustraire du tableau des effectifs, les 97 grades ci-dessous mentionnés, qui ne correspondent plus à aucun besoin, faisant suite à des avancements de grade, des réussites aux concours ou examens, promotions internes, mutations, départs en retraite, décès, ainsi qu'au processus de la Mobilité Interne Positive (MIP) mis en œuvre durant l'année 2021 :

- 1 poste de Directeur Général des services techniques de 150 000 à 400 000 habitants
- 2 postes d'attaché hors classe
- 3 postes d'attaché principal
- 6 postes d'attaché territorial
- 2 postes de rédacteur principal de 1^{ère} classe
- 2 postes de rédacteur principal de 2^{ème} classe
- 1 poste d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe
- 9 postes d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe
- 2 postes d'adjoint administratif
- 1 poste d'ingénieur en chef HC
- 1 poste d'ingénieur principal
- 3 postes de technicien principal de 1^{ère} classe
- 7 postes de technicien principal de 2^{ème} classe
- 2 postes d'agent de maîtrise
- 2 postes d'adjoint technique de 1^{ère} classe
- 18 postes d'adjoint technique de 2^{ème} classe
- 1 poste d'assistant de conservation du patrimoine
- 1 poste d'assistant territorial socio-éducatif
- 11 postes du cadre d'emploi des attachés territoriaux (MIP)

- 11 postes du cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux (MIP)
- 11 postes du cadre d'emploi des ingénieurs en chef (MIP)

II – MISE A JOUR DES EMPLOIS SUITE A LA REORGANISATION EN INTERNE DES DIRECTIONS, DECOULANT DU PROJET DE MANDATURE 2020-2026

Afin d'accompagner les services dans la mise en œuvre de leurs projets de service, il est proposé de redéployer des agents en interne, par la création de postes permanents au sein des directions suivantes :

- Direction des moyens internes : 1 responsable du pôle technique (cat A Filière administrative du cadre d'emploi des attachés territoriaux/ catégorie A Filière technique du cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux/ catégorie B Filière administrative du cadre d'emploi des rédacteurs/catégorie B Filière technique du cadre d'emploi des techniciens territoriaux)
- Direction du sport et de la culture : 1 responsable de pôle développement culturel et sportif (cat A Filière administrative du cadre d'emploi des attachés territoriaux/ Filière culturelle du cadre d'emploi des bibliothécaires territoriaux et conservateurs des bibliothèques/ filière sportive du cadre d'emploi des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives).
- Direction des mobilités : 1 référent administratif (catégorie C de la filière administrative du cadre d'emploi des adjoints administratifs).
- Direction développement durable :
 - 1 responsable « Biodiversité » (catégorie A de la filière technique du cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux)
 - 1 chargé de l'économie circulaire des déchets (catégorie B de la filière technique du cadre d'emploi des techniciens territoriaux).
 - 1 chargé du plan climat air énergie territorial (catégorie A de la filière technique du cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux).
- Direction de l'environnement et du cadre de vie :
 - 1 responsable financier (catégorie B de la filière administrative du cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux).
 - 1 poste d'agent polyvalent bacs à compost (catégorie C de la filière technique des cadres d'emplois des adjoints techniques territoriaux ou des agents de maîtrise).
- Direction de l'aménagement et de l'habitat : 1 technicien SIG mutualisé avec les directions de l'eau, de la GEPU-GEMAPI et de l'assainissement (catégorie B de la filière technique du cadre d'emploi des techniciens territoriaux).
- Direction de l'eau pluviale urbaine et GEMAPI :
 - 1 chargé d'opérations missions stratégiques (catégorie A de la filière technique du cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux/catégorie B de la filière technique du cadre d'emploi des techniciens territoriaux).
 - 1 contrôleur missions opérationnelles (catégorie B de la filière technique du cadre d'emploi des techniciens territoriaux/catégorie C de la filière technique des cadres d'emplois des adjoints techniques territoriaux ou des agents de maîtrise).
- Direction des ressources humaines :
 - 1 responsable de la cellule « gestion des effectifs » (catégorie B de la filière administrative du cadre d'emploi des rédacteurs).
 - 1 assistante administrative du pôle accompagnement relations sociales santé au travail (catégorie C de la filière administrative du cadre d'emploi des adjoints administratifs).
- Direction des systèmes d'information :
 - 1 responsable sécurité des systèmes d'information (catégorie A de la filière technique du cadre d'emploi des ingénieurs/ catégorie B de la filière technique du cadre d'emploi de technicien territoriaux).

- 1 chef de projet (catégorie A de la filière technique du cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux/ filière administrative du cadre d'emploi des attachés territoriaux).

Le tableau des effectifs est modifié en conséquence et vous est présenté en annexe. Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

Par conséquent, il vous est demandé :

- D'approuver les créations et suppressions de postes indiquées dans le rapport
- D'approuver la mise à jour du tableau des effectifs joint en annexe.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



The stamp is circular with a double border. The outer border contains the text 'Département de la Réunion' at the top and 'C.I.N.O.R.' at the bottom, separated by two small stars. The inner circle contains the text 'Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion'.

**DECISION N° 2022/2-37
du Bureau de la Communauté
en séance du 08 Avril 2022**

OBJET :

MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS PERMANENTS

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 24 mars 2022 ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/2-37 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les créations et suppressions de postes indiquées dans le rapport

ARTICLE 2

D'approuver la mise à jour du tableau des effectifs joint en annexe.

Nombre de votants : 15 (dont 2 procurations)
Suffrages exprimés : 15
Vote pour : 15
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

13 AVR 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

